

JAB
CH-8031 Zurich
P.P. / Journal

changements d'adresse:
GSsA, CP 1515, 8031 Zurich
gssa@gssa.ch

GSsA

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSsA Journal N° 106 Janvier 2016

une Suisse sans armée

**GENÈVE :
NON À LA CASERNE
LE 28 FÉVRIER 2016**



**GLOBALISONS LA PAIX,
PAS LA GUERRE !**



Globalisons la paix, pas la guerre !

Depuis le 13 novembre dernier, l'Europe est sous le choc. Les attentats de Paris ont durablement marqué les esprits. Lorsque l'horreur s'invite à nos tables, qu'elle s'insinue dans nos quotidiens, elle nous pousse à nous poser une multitude de questions. Sommes-nous à l'abri ? Qui sont ces « terroristes » ? Pourquoi s'en prennent-ils/elles à des civil-e-s innocent-e-s ? Que font les gouvernements européens pour veiller à la sécurité de leurs populations ? Toutes ces questions, véhiculées par les médias, résonnent auprès de la population. C'est le temps de l'instrumentalisation de la peur à des fins politiques et médiatiques. Nous devons en être conscient-e-s.

Jusqu'à présent, les réponses françaises, européennes et américaines ont été un exemple de militarisme forcené, aussi bien au niveau national qu'international. Bombarder la Syrie pour vaincre l'Etat Islamique (EI) est une solution tout aussi contre-productive que les bombardements, qui depuis 2001, frappent l'Afghanistan, l'Irak, la Lybie, Gaza, le Yemen, ou encore décréter l'Etat d'urgence sur l'ensemble du territoire français, qui ne règle pas les causes profondes de la radicalisation d'individus. Ces décisions du duo Valls-Hollande ne répondent qu'à un besoin de riposte immédiate que l'on pourrait davantage qualifier de vengeance que de vision politique.

En 1989 déjà, puis encore en 2001, le GSsA prônait la nécessité d'avoir une véritable politique globale de paix. Nous n'avons de cesse, depuis lors, de dénoncer les politiques sécuritaires et militaristes qui ne servent qu'à figer, voire à aggraver, les causes profondes des conflits et mettent à mal les droits et les libertés démocratiques. Aujourd'hui, en Suisse, nous avons à faire à des forces conservatrices et réactionnaires qui tentent d'aliéner nos droits en accroissant les prérogatives des SRC et l'utilisation de l'armée à des fins de sécurité intérieure. La récente surenchère sécuritaire du duo Maudet-Jornot à Genève est un exemple d'instrumentalisation des sentiments d'insécurité actuels. Le GSsA s'oppose à cette dérive sécuritaire.

Dans ce numéro de notre journal, vous pourrez découvrir un petit cahier spécial concernant le référendum genevois contre la construction de la caserne de Meyrin. Vous trouverez également une série d'articles portant sur le terrorisme et les exportations d'armes. Nous comptons sur votre mobilisation, tout au long de l'année 2016, aussi bien contre la LRens que, pour les Genevoises et les Genevois, contre la caserne de Meyrin le 28 février prochain.

Pour l'équipe de rédaction : Amanda Gavilanes

GSSA

Discussion au sujet du lancement d'une initiative lors de l'AG du 9 avril 2016

(df) L'Assemblée générale (AG) du GSsA aura lieu, cette année, le samedi 9 avril de 10h15 à 15h15 au restaurant Kreuz à Soleure. Le programme détaillé sera mis en ligne deux semaines avant sur www.gsoa.ch. Le repas de midi sera offert aux participant-e-s. En plus du traditionnel bilan annuel et des obligations statutaires, nous voulons nous consacrer à un nouveau projet d'envergure. En effet, les entreprises suisses soutiennent les conflits dans le monde non seulement de part leurs exportations d'armes, de munitions et de chars d'assaut, mais aussi à travers les institutions financières. Ces dernières soutiennent les pratiques guerrières en investissant des milliards dans des entreprises d'armement, qui produisent entre autres des bombes à sous-munition et des armes nucléaires. Nous exigeons que la Suisse se retire de ce commerce avec la guerre et ne fasse pas de profit sur la souffrance des gens.

C'est pour cela que nous souhaitons discuter d'une possible initiative, qui nous permettrait de commencer l'année 2016 avec pour postulat : „Ni matériel de guerre, ni argent pour les conflits dans le monde“.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT DE L'ARMEMENT

Une clause civile au lieu de la propagande pour l'armement !

Lors de la „Nuit de la recherche“ du 12.11.2015, l'Université de Berne a permis à la RUAG, première entreprise de production de munitions petit calibre au niveau européen, de se présenter en tant qu'entreprise tout à fait standard. Un groupe d'activistes du GSsA s'est engagé contre cet événement, avec pour mot d'ordre l'exigence de l'adoption d'une clause civile dans les établissements d'enseignement supérieur suisses. Par Thomas Leibundgut

RUAG est une entreprise productrice de matériel de guerre et est, en conséquence, impliquée dans les conflits de ce monde. Par exemple, les différentes parties du conflit syrien utilisent ses grenades. De plus, elle est la plus grande productrice de munitions pour armes à petit calibre en Europe. Rappelons ici que les armes à feu de petit calibre sont actuellement les armes les plus meurtrières, avec à leur compte 1000 morts par jour.

Le GSsA a protesté contre la collaboration des hautes écoles avec l'industrie de l'armement, car celles-ci assurent non seulement la formation de la relève scientifique, mais font également de la recherche au service de la société

civile. Elles sont ainsi partie prenante de l'évolution constante de l'humanité. En conséquence, les hautes écoles devraient faire de la recherche pour la paix et présenter des solutions civiles aux problèmes de ce monde. En bref : elles ne devraient pas prendre part à une recherche dont les finalités sont la mort et la destruction.

Les militant-e-s habillé-e-s en costume-cravate, se tinrent à l'entrée de l'université et ont informé les étudiant-e-s au moyen de flyers et de discussions au sujet de la nature de l'entreprise qui se présentait au sein de l'Alma mater. Les nombreuses réactions positives des étudiant-e-s quant à cette action montrent bien qu'ils/elles ne toléreront plus pour longtemps la recherche et la propagande pour l'armement.

Le GSsA exige que l'Université de Berne et toutes les hautes écoles de Suisse adoptent d'une clause civile. Ainsi, celles-ci s'engageraient non seulement à faire de la recherche et à enseigner dans des buts pacifiques et civils uniquement, mais également de s'engager au service d'une société pacifique et civile. La clause civile est un moyen précieux de rappeler la science à ses responsabilités vis-à-vis de la paix.

PIQUET MONITOIRE

Plus de six milliards de francs pour des armes nucléaires

Au soir du 10 novembre, à l'occasion de la publication du rapport „Don't bank on the Bombs“, le chiffre 6'417'000'000 brillait ostensiblement sur le perron du siège de l'UBS à Zurich, entouré d'une multitude de bougies de cimetière. Par Meret Schneider

Depuis 2012, l'UBS a investi pour un montant total de 6'417'000'000 francs dans des entreprises productrices d'armes nucléaires. Actuellement, l'UBS détient des parts de telles entreprises qui se chiffrent à 5'122 millions de dollars US – d'après son rapport d'activité de l'an passé, l'implication de la banque auprès de telles entreprises représentait une somme de 3'700 millions de dollars US. On peut donc observer une augmentation drastique des montants investis. Credit Suisse est elle aussi impliquée dans des affaires liées au secteur de l'armement atomique, et ce à hauteur de 1'410 millions de dollars US. Tout cela a lieu bien que les deux entreprises aient toujours affirmé ne pas investir dans des entreprises impliquées dans la fabrication d'armes interdites par le droit international.

Pour une interdiction de financement effective

Les derniers chiffres prouvent cependant le contraire. Afin de rendre visible ces abus, et dans le but de manifester pour une politique de désarmement atomique conséquente de la Suisse, environ 50 militant-e-s pacifistes se sont réunies sur la Paradeplatz, en se postant devant le chiffre et les bougies en silence. Ils ont procédé à une minute de silence en mémoire de toutes les victimes des armes atomiques, car ce sont des armes produites dans le but de tuer en masse. Le financement de fabricants d'armes atomiques équivaut donc au financement d'armes de destruction massive. C'est pourquoi les activistes ont exigé lors de leur manifestation, une interdiction effective de financement.

Les chiffres publiés récemment et notre action ne poussent pas uniquement les pacifistes à la réflexion, pour preuve cette réaction d'un employé de l'UBS. Lors d'une discussion engagée lors de notre action, celui-ci a révélé qu'il n'avait aucune idée de ce pan d'activité de l'entreprise qui l'emploie. Il quitta la place légèrement bouleversé.



MARCHE DE PÂQUES

Désarmement pour la paix – Souhaiter la bienvenue aux migrant(e)s

(tl) Cette année encore, le GSsA co-organise la marche de Pâques à Berne, en collaboration avec d'autres organisations pacifistes. Ensemble, nous allons à nouveau amener nos revendications dans la rue. Nous protesterons contre la „Guerre contre le terrorisme“, qui pousse des millions de gens à fuir leur pays. De part l'exportation de matériel de guerre et les investissements effectués par les banques, les compagnies d'assurance et les caisses de pension, la Suisse est partie prenante de la machinerie de guerre. Au lieu de cette politique guerrière, la Suisse devrait enfin se consacrer à la promotion civile de la paix. Dans le cadre de la Marche de Pâques, nous aurons les revendications suivantes :

- Pas de participation suisse au commerce de la guerre : pour un arrêt des exportations de matériel de guerre et une interdiction des investissements dans la guerre.
- Pas de renforcement de l'Etat fouineur
- Une lutte efficace contre les raisons qui poussent les migrant-e-s à la fuite de part une politique extérieure et économique de soutien de la paix
- Education et travail pour les requérant-e-s d'asile : des perspectives à la place des interdictions de travail !

Pour plus d'informations, visitez www.ostermarschbern.ch

LA SUISSE ET L'OTAN

Insidieuse adhésion à

En novembre 2016, la Suisse entamera sa vingtième année en tant que membre du „Partenariat pour la Paix“ (PPP). Le bilan démontre que les coopérations se sont intensifiées de façon insidieuse entre les Etats membres du PPP et l'OTAN ces dernières années et que les limites entre ces deux statuts se font de plus en plus poreuses. Le PPP équivaut-il à une adhésion par procuration à l'OTAN ? Et dans ce contexte, quel rôle la focalisation sur les déploiements subsidiaires de l'armée suisse joue-t-elle ? *Par Meret Schneider*

Au sein du „Partenariat pour la paix“ de l'OTAN, les états traditionnellement neutres d'Europe occidentale, la Suède, la Finlande, l'Autriche, l'Irlande et la Suisse, du fait de leur relative homogénéité politique, sont regroupés au sein du groupe „Western European Partners“ (WEP-5). Ces membres du PPP ne voulaient pas devenir membres de l'OTAN, mais moderniser leurs appareils militaires avec le soutien de l'OTAN et permettre ainsi des déploiements internationaux pour la paix. Par ailleurs, le partenariat avec l'OTAN était en conformité avec la nouvelle „politique de sécurité coopérative“, en notant que de part la situation de paix stable en Europe de l'ouest, la neutralité a été réduite à l'essentiel de l'absence d'alliance – en d'autres termes, à la non-adhésion à l'OTAN.

Au début du PPP déjà, les intérêts des partenaires d'Europe occidentale divergeaient fortement.

La Suisse, avec l'Autriche, était plutôt concentrée sur des thèmes de défense qu'on pourrait qualifier de plus „doux“, centrés sur la réforme de la défense, la prévention des catastrophes et la protection de la population. La Suède et la Finlande recherchaient plutôt la valeur ajoutée militaire. Stockholm et Helsinki prirent ainsi part à des opérations de l'OTAN dans les états Baltes, tandis que la Suisse se tint en retrait des

opérations militaires pour un temps. Cependant, la Suisse semble avoir pris le train en marche insidieusement. Simplement un peu plus tard.

Assistance et conseil

Depuis 1999, la Suisse a mis à disposition de la KFOR, via la Swisscoy environ 220 soldats (depuis 2002 également armés). Peu de temps après, la Finlande et la Suède, partenaires actifs de l'OTAN, participèrent à l'invasion de l'Afghanistan mais pas seulement : en 2011, la Suède fit un pas supplémentaire en direction de l'OTAN en envoyant des jets de combat en Libye, ce qui fait de ce pays le premier Etat de la WEP-5 à participer à une attaque aérienne de l'OTAN. Un brouillage supplémentaire de la mince frontière entre participation à l'OTAN et au PPP.

Avec la réforme du programme de partenariat de l'OTAN en avril 2011, l'implication jusqu'ici non formelle des WEP-5 fut formalisée. Depuis, les WEP-5 rencontrent régulièrement les ambassades des 28 Etats-membres de l'OTAN pour des consultations politiques. Au sein de ces „Tiger Teams“, les états peuvent même aborder des thèmes spécifiques à leur propre contexte. C'est dans ce cadre que la Suisse évoqua par exemple le rapport avec les sociétés de sécurité privées, dont l'importance augmente en pays helvétique. Depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, la politique des Etats dits „engagés“ – la Finlande et la Suède – diffère de moins en moins de celle des Etats distancés – la Suisse, l'Autriche et l'Irlande. Pour l'OTAN, la politique de défense de la Suisse a pris un nouvel intérêt. Les réformes des dépenses de l'armée s'y sont déroulées plus lentement, la défense du pays

reste un thème important et au centre de la réforme actuelle de l'armée – nous ne le savons que trop bien – on retrouve les tâches subsidiaires et les opérations intérieures. L'OTAN s'intéresse en premier lieu au dialogue au sujet de la défense traditionnelle. Pour preuve, elle a invité la Suisse pour la première fois au symposium de planification NDPP (24.-26.02.2015) (NATO defense planning process) – une rencontre annuelle, dont la participation est normalement réservée aux membres de l'OTAN. Pas à pas, la Suisse se rapproche de l'OTAN, compromettant définitivement le principe de neutralité. Une adhésion officielle paraît quasi superflue et ne serait en fait plus qu'une officialisation du status quo. C'est pourquoi le GSsA exige toujours plus de distance avec l'OTAN et une vraie neutralité de la Suisse – pas de pas supplémentaires en direction de l'OTAN !



PARLEMENT

Plus de ferraille pour l'armée?

La session d'hiver du Conseil national et des Etats était un condensé de thèmes importants pour le GSsA : la réforme de l'armée, un programme d'armement supplémentaire, des interventions au sujet des achats d'armement et d'hélicoptères de transport ainsi que la LSCPT (la loi fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication). Malgré quelques défaites, le GSsA a réussi à atteindre son but principal : le budget de l'armée n'est et ne sera pas fixé légalement à cinq milliards. *Par Thomas Leibundgut*

Durant cette session, le GSsA, grâce à la menace d'un référendum, a réussi à empêcher

l'adoption d'une enveloppe budgétaire dans une loi, bien que la loi avait été presque adoptée en automne dernier par le Parlement. Le Conseil national a décidé de ne pas fixer le budget de l'armée dans une loi. Il a pris ainsi une décision symbolique. Quant au programme d'armement supplémentaire de 2015, nous avons malheureusement eu moins de succès : le Conseil national a avalisé pour un total de 874 millions, des projets informatiques sans horizon, des transporteurs de luxe, de munitions et de systèmes d'armement quasi obsolètes. Après le non au Gripen, la chambre basse a décidé de manière totalement anti-démocratique d'ignorer la volonté du peuple et de caresser le DDPS dans le sens du poil.

Le Conseil des Etats s'est montré lui aussi peu progressiste : il a non seulement accepté un mandat d'examen au sujet des hélicoptères de transport pour l'armée, mais également rejeté la motion Zanetti, qui exigeait de renoncer aux importations d'armement en provenance de pays dans lesquels les situations de politique de sécurité ou de droits humains sont précaires. La chambre décida cependant de renoncer à l'extension de la conservation des données à douze mois dans le cadre de la LSCPT, la loi fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication. La loi reste par ailleurs problématique en raison de la conservation des données généralisée de six mois et à cause du fait qu'elle sert de base légale aux chevaux de Troie étatiques ; un référendum pour l'empêcher paraît hautement probable.

GLOSE

Le besoin rend créatif !

(II) L'armée suisse est en pleine forme. Enfin, après des années d'oisiveté, il y a suffisamment de requérant-e-s d'asile aux frontières pour pouvoir se (re)mettre en activité. La meilleure armée du monde est demandée aux frontières, car on s'y presse ! Malheureusement, il y a trop de femmes et d'enfants pour justifier de sortir les vraies munitions. Celles-là, on ne peut qu'en faire usage que pour mitrailler les versants nus des montagnes. Mais des événements dramatiques pourraient bousculer l'état de fait : terrorisme à Paris, effondrement de l'Europe, fin de la civilisation occidentale ! Les circonstances exigent une réponse adéquate : une main de fer, l'armée suisse ! Que la „guerre contre le terrorisme“ soit à l'origine de ces attaques de l'Etat Islamique nous est égal. Enfin, nous sommes gratifié-e-s du respect qui nous est dû.

Et soudain, c'est „Uranus“ qui fait son apparition ! Une pandémie menace l'Europe. Le taux de mortalité s'élève à 50% en Amérique du Sud et en Asie. Le virus mangeur de viande fait son morbide chemin. En Suisse, le Front Ouvert des Mécontents (FOM) organise des actions politiques. De plus, un groupe de 4000 personnes en possession d'artillerie lourde veut attaquer l'Etat. Parallèlement, le Groupe des Alpes Libres veut créer un quasi-état dans les Alpes. Et les menaces ne faiblissent pas : en marge des groupes déjà nommés, le mouvement anti-pharma sabotent et détruisent des entreprises pharmaceutiques. A cela s'ajoute le pire de tous les ennemi-e-s : l'armée neo-nihiliste (NENA), venue d'Asie de l'est, veut détruire la société et prépare la destruction du monde. Ses membres s'infectent d'un virus afin de contaminer les autres et les tuer. Mais halte : de quoi s'agit-il vraiment ici ? Est-ce sérieux ? Pour la meilleure armée du monde, apparemment, oui. „Uranus“ est un scénario de menace officiel de l'armée suisse. De jeunes gens sous l'emprise du cannabis auraient fait preuve d'une imagination moins saugrenue. La politique pacifiste est en tout cas plus terre à terre – et plus prometteuse.



NON
LE 28 FÉVRIER

**20 MILLIONS POUR OFFRIR
UN DÉMÉNAGEMENT À L'ARMÉE?
UNE NOUVELLE CASERNE
SUR LE DOS DES LOCATAIRES?**

WWW.STOP-CASERNE.CH



Plan de situation rez-de-chaussée. © FHV / ADR



Vue depuis les bords de l'Arve. © FHV / ADR

« Opération les Vernets » : un projet urbanistique controversé

Au-delà de l'aspect financier et antimilitariste, « l'opération les Vernets » suscite des controverses également parmi les urbanistes et architectes genevois-e-s. Ils et elles sont, en effet, nombreux-euses à dénoncer un projet mal ficelé, irréaliste et bien plus dense que n'importe quel autre quartier de la ville. *Par Amanda Gavilanes*

Le projet ayant remporté le concours du Conseil d'Etat en juin 2015 comporte deux blocs de 500 logements chacun, ainsi que deux

tours. La première culminant à 88 mètres de haut et la seconde à 54 mètres. Sur le papier, ce projet vante les mérites d'une zone urbaine à taille humaine, malgré sa densité, qui allierait zones de détente, logements, lieux culturels et sociaux. Or, force est de constater que ce qui est promis sur le papier est condamné à n'être qu'un vœu pieux. En effet, la mixité sociale tant promise – rappelons que la parcelle des Vernets doit comporter 66% de logements d'utilité publique (LUP) – a de grandes chances de ne pas voir le jour. Les

frais engendrés par la construction de deux tours, ainsi que la nécessité pour les promoteurs de rentrer dans leurs frais, mettent durablement en péril la présence de logement HBM sur cette parcelle.

Soulignons encore que pour de nombreux-euses urbanistes et architectes, le projet lauréat ne laisse pas de place aux futur-e-s habitant-e-s qui n'ont pas été consulté-e-s dans le processus de conception du projet. Cela a pour résultat un quartier beau sur le papier mais qui pêche sur bien des aspects du quotidien.

Genève : un véritable hameau militaire

Le 28 février prochain, la population genevoise se prononcera sur la construction d'une nouvelle caserne à Meyrin. Cette question soulève de nombreuses interrogations quant à la vocation militaire du canton. Combien de places d'armes ? Combien d'hommes ? Combien d'argent ? Et surtout, à quelles fins et au détriment de quoi ? Par Amanda Gavilanes

Le déménagement de la caserne des Vernets n'en finit pas de susciter des remous. Notamment pour des questions de coûts et d'impact sur les futurs logements d'utilité publique (LUP) qui y seront construits. Mais également pour des questions de présence militaire sur le sol genevois. En effet, Genève compte, à l'heure actuelle, 64 hectares de terrains militaires, dont 21 appartiennent à la Confédération et 43 au canton. L'accord qui a été conclu entre le Conseil d'Etat genevois et le DDPS en 2012 stipule que la libération anticipée de la parcelle des Vernets ne se fera qu'en échange de trois choses : la construction d'une

nouvelle caserne à Meyrin, ayant une capacité en nombre de lits plus importante que l'ancienne ; l'agrandissement du village fédéral d'exercices d'Epeisse ; et la réfection ainsi que l'agrandissement du site logistique d'Aire-la-Ville. A cela, il convient d'ajouter le futur agrandissement du stand de tir de Bernex qui devrait se faire dans les années à venir.

Loin de diminuer sa présence dans le canton, l'armée réussit donc à s'y implanter de façon diffuse et durable. Cela est d'autant plus étonnant qu'elle ferme des places d'armes et réduit sa présence un peu partout en Suisse. Mais ne nous y trompons pas. Il s'agit, bel et bien, d'une volonté commune de la part des autorités fédérales et cantonales de transformer, à terme, Genève en un pôle d'entraînement militaire pour l'arc lémanique. D'où l'agrandissement de diverses infrastructures existantes et la construction de cette nouvelle caserne. Le canton n'est pourtant ni le plus grand, ni le plus à même pour accueillir des activités militaires en nombre.

Conformément à la Loi sur l'Aménagement du Territoire (LAT), Genève doit conserver 8400 hectares sur les 8527 dont elle dispose à ce jour. Ainsi, il ne lui reste plus que 127 hectares déclassables pour construire des logements. Le territoire genevois est exigu et quasiment saturé. Comment donc expliquer ce redéploiement militaire ? La libération du site des Vernets qui se trouve au centre-ville est une évidence. Ce qui l'est moins, c'est l'accord qui a été signé. En prétextant l'urgence dans laquelle se trouve le canton en matière de logement, le Conseil d'Etat a volontairement subordonné la construction de ces mêmes logements à la construction d'infrastructures militaires dont l'utilité n'est pas encore avérée. En effet, lors de son allocution sur l'accord « Genève place d'armes 2015 », le Conseiller fédéral Ueli Maurer reconnaissait que « [...] le DDPS a collaboré, afin que des solutions constructives soient trouvées rapidement, et cela bien que les processus relatifs au développement futur de l'armée et au concept de stationnement soient en plein cours ». L'utilisation

réelle que fera l'armée de ces nouvelles infrastructures, qui coûteront près de 75 millions de francs aux contribuables genevois-es, demeure donc une énigme. Le Conseil d'Etat a été plus royaliste que le roi.

Sous couvert de construction de logements, c'est également une véritable politique de sécurité hypermilitarisée que l'on met en place à Genève. En effet, il est prévu que la police ainsi que les pompiers puissent utiliser les nouvelles infrastructures pour s'y entraîner. Il est également prévu que l'armée accroisse ses activités de surveillance et de protection de l'aéroport et des bâtiments internationaux (organisations internationales, ambassades, etc.). Au vu de la politique sécuritaire et répressive menée actuellement par le Conseiller d'Etat Pierre Maudet, cette présence accrue de l'armée dans le canton et la militarisation des tâches de police ne sont pas de bon augure.

En février prochain, ce n'est donc pas uniquement sur une question de logements que les Genevoises et les Genevois devront se prononcer. Ils/elles devront déterminer s'ils/elles cautionnent ou non la politique sécuritaire, répressive, militariste, bourgeoise et conservatrice du Conseil d'Etat.

PRISE DE POSITION DU COLLECTIF DES ASSOCIATIONS D'HABITANT-E-S DES QUARTIERS DE GENÈVE

NON au bradage du terrain de la caserne des Vernets, un bien public d'une valeur inestimable pour notre ville !

Des logements abordables : Le collectif des associations d'habitant-e-s des quartiers de Genève se réjouit de la construction de nombreux logements, mais considère comme insensé de faire porter aux futur-e-s locataires les frais de déménagement de la caserne des Vernets. D'abord 21 millions pour une nouvelle caserne à Meyrin, puis encore une cinquantaine de millions pour le relogement et l'agrandissement de deux places d'armes, soit quelque 74 millions sur le dos des locataires et des contribuables genevois-es : que l'Etat utilise plutôt cet argent pour financer des logements abordables ! Pas à n'importe quel prix : Le collectif estime que subordonner la construction rapide de logements au financement d'une nouvelle caserne n'est rien moins qu'un acte de chantage pour les 83 % de locataires de ce canton, qui subissent depuis plus de quinze ans la crise du logement. Il y a urgence à construire, mais pas à n'importe quel prix !

Non au bradage du bien commun : Le terrain de la caserne des Vernets est à 100% en mains publiques, il s'agit du bien de la collectivité. C'est une situation idéale et exceptionnelle, si près du centre-ville, pour bâtir un nouveau quartier doté de tous les équipements nécessaires – parc, crèche, commerces, etc. Pourquoi s'en remettre à des investisseurs, comme Swiss-life, qui vont exiger des rendements importants et vont donc gagner de l'argent avec "notre" terrain ? Pourquoi les 400 millions (!) de plus-value obtenus par le déclassement des terrains du projet Praille-Acacias-Vernets ne sont-ils pas directement réinvestis dans la construction des nouveaux quartiers ? Nous sommes favorables à l'entière maîtrise par la collectivité du développement du quartier des Vernets – non au bradage du bien commun ! Voter non, c'est exiger un meilleur usage de ces 21 millions : voulons-nous financer une caserne, ou voulons-nous favoriser la construction de logements aux loyers abordables ?

LE COLLECTIF DES ASSOCIATIONS D'HABITANT-E-S DES QUARTIERS DE GENÈVE VOUS INVITE À VOTER

NON le 28 février au crédit de 21 millions pour la réalisation d'une nouvelle caserne à Meyrin-Mategnin

Le collectif des associations d'habitant-e-s des quartiers de Genève se réunit régulièrement depuis 2012 pour réfléchir et proposer des actions selon les trois axes suivants :

- Le droit au logement, qui n'est pas une marchandise, la pénurie de logements et des loyers trop élevés ;
- Le droit à la ville, basé sur une répartition équilibrée des logements, des activités économiques, des transports collectifs, des espaces et des équipements publics ;
- La lutte contre la sur-densification du centre-ville et une spéculation effrénée.



ANALYSE

La catastrophe originelle du 21ème siècle

La „guerre contre le terrorisme“ gagne chaque jour en absurdité. La logique militaire propre qui s’est développée, et dont l’irrationalité progressive ne semble pas avoir de limites, rappelle la première guerre mondiale, aussi appelée la catastrophe originelle du 20ème siècle. Par Jo Lang

Au final, les seuls à profiter des bombardements occidentaux en Syrie sont la dictature d’Assad et les terroristes de Daesh. La barbarie du régime Assad se profile en tant qu’unique réponse viable à la barbarie de Daesh. L’Etat Islamique“ sunnite quant à lui profite du soutien international – ou du moins de la tolérance vis-à-vis d’un régime qui persécute les sunnites.

D’incompatibles buts dans la guerre

Les buts incompatibles des membres de la dernière coalition d’intervention attestent d’une stratégie dénuée de concept. Les USA, alliés des pays qui soutiennent l’EI idéologiquement et financièrement – l’Arabie Saoudite et la Turquie, se tiennent en même temps aux côtés de leur ennemi juré, les combattants kurdes – tout en balançant des bombes à tout va. Les dommages politiques qu’ils causent sont cependant plus importants que l’avantage militaire qu’ils apportent. Non seulement parce qu’ils tuent des innocents, mais aussi parce qu’ils contribuent au profilage de Daesh en tant qu’opposant principal des Etats-Unis. La France considérerait Assad jusqu’à peu comme son pire ennemi et s’allia pourtant avec le meilleur ami de celui-ci, la Russie de

Poutine. Tout cela bien qu’aucun pays européen n’ait autant soutenu l’Arabie Saoudite du point de vue militaire et économique que la France. Le 13 octobre, le premier ministre Valls déclara joyeusement sur Twitter : „France-Arabie Saoudite : des contrats de plus de 10 milliards d’Euros !“. Pour la Russie, il s’agit de sauver le régime Assad et surtout de conserver son port militaire en méditerranée. L’ennemi numéro un de Poutine paraît actuellement être la Turquie.

L’Iran, qui, avec les Kurdes, est le combattant le plus efficace au point de vue militaire contre l’EI, veut garder son corridor vers le Hesbollah

libanais. Israël, qui en subit les conséquences, considère encore l’Iran, qui vient de conclure un accord sur l’énergie atomique avec les USA, comme son pire ennemi. La Turquie, Etat-membre de l’OTAN, a abattu un avion de combat russe au-dessus de la Syrie, car il voulait attaquer ses alliés, les Turkmènes. L’UE soutient Erdogan afin de limiter le nombre de réfugié-e-s en Europe, bien qu’il se soit révélé jusqu’ici plutôt un soutien à Daesh que son contraire. L’Allemagne poursuit une politique majoritairement symbolique, en se montrant „solidaire“ par le biais de Tornados, des avions A-310 et une frégate.



La catastrophe originelle du 21ème siècle

Tony Blair, en tant qu’ex premier ministre britannique, l’un des principaux responsables de l’intervention en Iraq, a reconnu il y a peu que l’existence et le succès de “l’Etat Islamique“ était une conséquence de la marginalisation des Sunnites au Moyen-Orient. La guerre en Iraq de Blair, Bush et Aznar se révèle de plus en plus en tant que catastrophe originelle du 21ème siècle. La politique de guerre et d’état d’urgence prolongé actuelle des socialistes français – soutenus en majorité par les verts et totalement par les communistes – ne diffère en rien de la politique de Bush contre laquelle ils ont protesté dans la rue en 2003. Et c’est malheureusement typique, que les premières victimes de l’état d’urgence ne sont autre que les environnementalistes qui voulaient protester contre le réchauffement climatique.

Le mouvement anti-guerre se trouve aujourd’hui – peu après le massacre de Paris – dans une situation semblable à celle de la fin 2001, lors de l’invasion de l’Afghanistan. Il a besoin de temps afin de se profiler face à la barbarie de Daesh. De premiers mouvements se dessinent en Espagne, qui a payé un lourd tribut – 140 morts – de part sa participation à la guerre en Iraq en 2004. Au Royaume-Uni aussi, où la base des membres du parti travailliste et la majorité des Ecossais soutiennent Jeremy Corbyn, un pacifiste notoire.

En Suisse, le thème phare du mouvement anti-guerre à venir devrait être l’arrêt de toutes exportations d’armes, en particulier vers les pays du Golfe, ainsi que tout financement de la production d’armes. Ceci démontre l’absurdité suisse en matière de „guerre contre le terrorisme“.

MÉDIAS ET TERRORISME

Entre information et propagande

Peu après les attentats de Paris, les médias francophones et germanophones se sont concentrés sur les auteur-e-s, les victimes et l’EI ou Daesh. Très vite, c’est la „solution“ militaire – la „guerre contre la terreur“, qui a dominé les titres. Quel rôle les médias jouent-ils au juste dans la question du terrorisme ? Par Daniela Fischer

L’interaction entre médias et terrorisme est une thématique qui est matière à discussion depuis de nombreuses années. Les images et textes présents dans les journaux et les nouvelles télévisées présentent des grilles d’interprétation singulières qui forment les opinions de leurs lecteurs/lectrices et téléspectateurs/trices. La question de la façon dont ceux-ci couvrent les attaques terroristes et de leur influence sur l’opinion publique est en conséquence très importante.

La représentation de la violence et la guerre

L’exemple de Paris montre une fois encore à quel point les médias germano- et francophones ont tendance à se concentrer principalement

sur l’acte de violence. Les journalistes se sont ainsi majoritairement reposé-e-s en termes de sources, sur les informations relayées par les agences officielles et les commentaires préfabriqués par les gouvernements et l’armée.

Un tel comportement a pour avantage de garantir une grande attention à la violence terroriste, mais ne rencontre pas souvent une grande approbation ou une forte légitimité publique. Cependant, les médias, en agissant ainsi, se soumettent à la manipulation de leurs propres gouvernements de part le relai d’informations volontairement éparées ou octroyées dans un but précis. Parallèlement, cette représentation de la violence soutenue a pour effet de provoquer un sentiment général d’insécurité, lui aussi instrumental car nécessaire à la justification de la guerre dans nos démocraties contemporaines, et ce, car cet usage de la violence est contraire aux principes civils au fondement de nos systèmes politiques. Dans les semaines qui ont suivi les attentats de Paris, beaucoup de médias succombèrent au discours de la „Guerre contre le terrorisme“ : les déclarations de guerre, les attaques aériennes, les bombardements

ont fait les gros titres et imprégné l’actualité. Ainsi, la frontière entre simple communication des faits et sublimation patriotique de la guerre s’est retrouvée tout à coup des plus floues – les médias se mettant en danger de devenir eux-mêmes des machines de guerre.

Les effets possibles d’une forte couverture médiatique

Lorsque les gouvernements se laissent aller à l’utilisation de moyens de rétorsion anti-démocratiques pour répondre aux attentats – de par la rétention d’informations ou des attaques militaires sans mandat de l’ONU – ils offrent une victoire supplémentaire aux auteur-e-s des attentats et non seulement au sein de la communication politique de l’Occident, mais également par les actes qui en découlent. Que des groupes terroristes tel que l’EI recherchent toujours plus sciemment l’accès aux médias joue ici un rôle déterminant. A travers les médias, ils peuvent non seulement répandre la peur et la terreur ou attirer l’attention, mais également recruter des sympathisantEs et collecter des ressources. Une couverture médiatique unilatérale et dénuée de sens critique au sujet de la guerre et de la violence ont souvent pour effet de polariser et de radicaliser.

L’alternative : un journalisme constructif

La raison pour laquelle la plupart des médias se reposent sur les déclarations et la propagande des gouvernements et de l’armée lorsqu’il s’agit de conflits est simple : l’investigation dans les zones de conflit est dangereuse et complexe. De plus, les médias fonctionnent selon les mêmes principes économiques néolibéraux que toute autre entreprise. Les conséquences de leur présentation souvent manichéenne de la situation n’est pas sans risques. Du fait de leur forte diffusion auprès des masses et de leur impact continu et durable sur l’opinion publique, les médias ont aussi une responsabilité. Un journalisme constructif devrait de ce fait non seulement couvrir les attentats ou les réponses „héroïques“ ou encore lister les intérêts évidents des parties directement impliquées. Des analyses fondées et sensibles devraient inclure toutes les parties, et en marge de la violence physique et militaire, prendre également en compte la violence structurelle telle que la pauvreté, le manque d’accès à l’éducation ou la discrimination. Enfin, proposer des solutions qui soient conformes au respect des droits humains de tout un chacun.

TERRORISME

Surveillance et autres mythes

En Suisse aussi, la surveillance de la communication électronique devrait être augmentée en masse. Croire que cela permet d'éviter des attentats terroristes est un leurre. *Par Andreas Weibel*

D'après le „Spiegel“, sept des huit auteurs des attentats de Paris étaient connus des autorités. Ils ont communiqué par sms, sans faire usage de cryptage, bien que les autorités surveillent ce moyen de communication. La tête pensante de l'attentat, Abdelhamid Abaaoud, s'était déjà vanté dans „Dabiq“, le journal de propagande officiel de l'EI, qu'il habitait en Belgique et y préparait un attentat, bien qu'il était à ce moment-là sous surveillance policière. Les autorités avaient toutes les informations à disposition afin de pouvoir empêcher les attentats. Ce ne fut pourtant pas possible de filtrer les informations vraiment importantes. Plus de surveillance, et ainsi plus d'informations, n'aurait pas facilité mais rendu plus difficile l'identification des terroristes. Lorsqu'on cherche une aiguille dans une botte de foin, cela n'aide en général pas de rajouter du foin sur le tas.

De malins terroristes

Les services de sécurité ont complètement échoué dans l'identification de terroristes dilettantes. Plus de surveillance ne devrait pas aider à arrêter des terroristes un tantinet plus malins. Peu de savoir est nécessaire pour réussir à cacher complètement qui communique quoi

avec qui. Par exemple, prenez la photo de la première page actuelle du „Matin“ et colorez chaque second pixel un peu plus clair ou foncé, et vous aurez ainsi un code morse. Publiez la photo sur facebook, votre interlocuteur peut simplement télécharger la photo, la comparer avec l'original et lire votre message. Personne ne saura jamais que vous avez échangé une information, avec qui ou ce qui en était le contenu. L'imagination ne connaît pas de bornes lorsqu'il s'agit de l'utilisation de systèmes de dissimulation ou d'encryptage de l'information, qui ne laissent aucune chance aux autorités de surveillance.

Le mythe du procédé de la reconnaissance de forme

Parfois, on peut lire que les terroristes pourraient être arrêté-e-s si l'Etat avait le droit de rassembler assez d'informations. Des algorithmes sophistiqués pourraient reconnaître des modes de comportement permettant d'identifier de futurs auteur-e-s d'attentats.

Le problème est le suivant : afin d'atteindre des résultats un tant soit peu probants, les algorithmes doivent „apprendre“ d'un grand nombre „d'exemples“, sur la base des données que les auteur-e-s d'attentats laissent derrière eux/elles. Il n'existe pour le moment que très peu de cas desquels on pourrait apprendre.

Si l'on essaie tout de même, l'algorithme va identifier un nombre important de „faux“ résultats positifs : des paysan-ne-s, qui cherchent certains sortent d'engrais, qui peuvent également

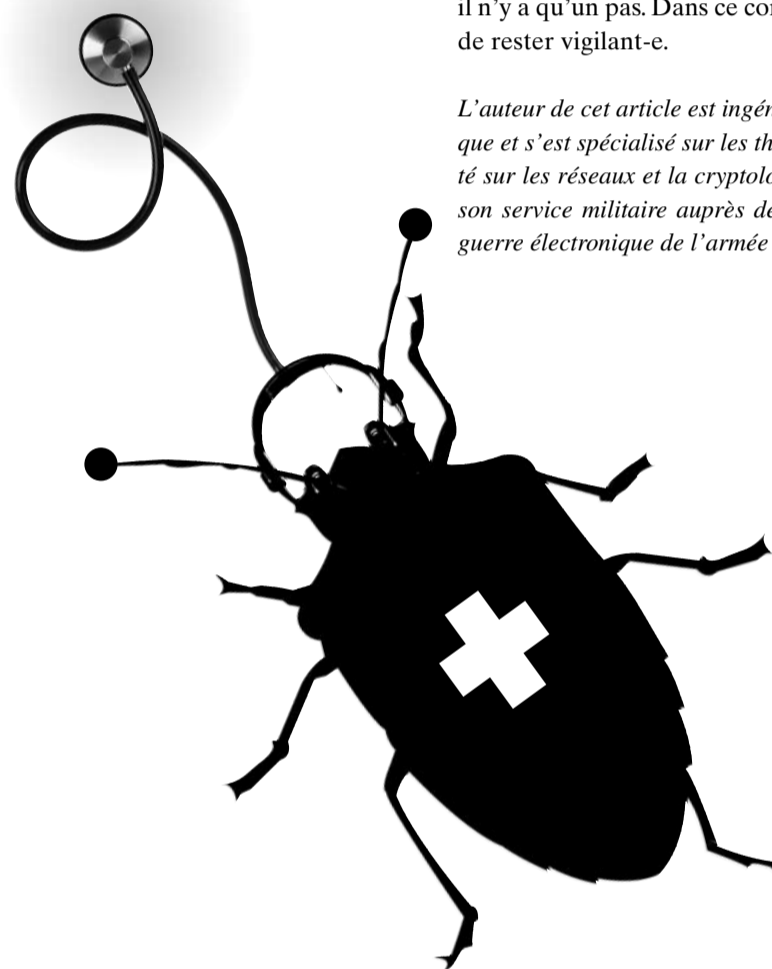
être utilisés dans la fabrication d'explosifs, des journalistes, qui font des recherches sur l'EI, des adolescent-e-s, qui s'amuse à regarder des vidéos abominables.

Liberté ou sécurité

Lorsqu'on augmente le nombre de suspect-e-s en utilisant la surveillance de façon aveugle et que celle-ci ne permet pourtant pas d'empêcher

les attentats terroristes, pourquoi la majorité bourgeoise la réclame-t-elle par le biais de la nouvelle loi fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (voir page 3) ? La réponse se trouve dans notre histoire récente : les fiches des années 1970 et 1980 ne furent pas créées pour le plaisir. Le but de la collecte géante d'informations était d'empêcher certaines personnes d'accéder à certaines positions professionnelles et de pouvoir les interner en cas de crise. Aujourd'hui aussi, des voix s'élèvent pour demander l'assignation à résidence préventive des suspect-e-s ou une interdiction de sortie pour les musulman-e-s. De la surveillance totale à une attaque massive contre les libertés fondamentales d'une partie non négligeable de la population, il n'y a qu'un pas. Dans ce contexte, il importe de rester vigilant-e.

L'auteur de cet article est ingénieur en informatique et s'est spécialisé sur les thèmes de la sécurité sur les réseaux et la cryptologie. Il a accompli son service militaire auprès des troupes pour la guerre électronique de l'armée suisse.



EXPORTATIONS SUISSES DE MATÉRIEL DE GUERRE

Le faux combat contre le terrorisme

Tout le monde est contre le terrorisme – mais plus lorsqu'il s'agit d'utiliser ses propres armes. Depuis les attentats de Paris, la „guerre contre la terreur“ se poursuit de manière aveugle, tandis que les exportations de matériel de guerre suisses dans le monde entier sont passées sous silence dans nos médias. *Par Martin Parpan*

Que le public réagisse avec colère et horreur aux attentats de l'EI à Paris dénote d'une réaction profondément humaine. Il fait cependant sens de mener un débat large dans le cas de tels événements, afin de voir quelle pourrait être la réponse adéquate à ce terrorisme insensé. Cependant, après les attentats, parcourir les médias menait vite à la conclusion que les recettes des politicien-ne-s étaient avant tout guidées par le sentiment de vengeance et la volonté de représailles. Le débat s'animait autour de la question suivante : l'ennemi pouvait-il être défait plus efficacement à l'aide de bombardements ciblés, de troupes terrestres ou de drones. Étonnement, l'expérience négative de la „guerre contre le terrorisme“ déclenchée en réponse aux attentats du onze

septembre ne fut jamais évoquée. Cette guerre était fondamentalement justifiée par l'idéologie selon laquelle la violence peut être éliminée par plus de violence. Aujourd'hui, on constate que de part cette guerre, l'occident a aidé les terroristes à préparer le terrain pour leur politique et que celle-ci leur a été bénéfique au final.

La droite instrumentalise les attentats de Paris à ses propres fins

Il n'est pas surprenant que la droite se soit emparée du contexte d'insécurité généralisée pour instrumentaliser les attentats de Paris à leurs fins, en l'occurrence pour leur politique anti-réfugié-e-s. Ainsi, le Front National, le parti d'extrême-droite français, obtint un résultat record lors des régionales de décembre. Le lien entre terrorisme et requérant-e-s d'asile semble être passé de l'hérésie d'extrême-droite au discours décomplexé, sans considération pour la contradiction que cette mise en lien directe implique. Moins étonnant est par contre le fait que les militaristes utilisent les attentats de Paris pour exiger une augmentation de leurs financements. En Suisse, c'est Blocher qui est monté aux barricades pour

revendiquer que le DDPS soit „enfin“ doté des ressources nécessaires.

Des armes pour le terrorisme

Force est de constater que lorsqu'on souhaite se confronter sincèrement à la question de la réponse au terrorisme, on en vient très vite à la conclusion qu'il n'existe pas de recette toute faite. On peut cependant faire appel à certaines expériences, qui pourraient servir de cadre de réflexion, et qui démontrent, d'une certaine façon, les comportements à éviter : par exemple, comme évoqué plus haut, d'ordonner des bombardements insensés et contra-productifs, tout en considérant la mort de centaines de civil-e-s comme un „mal nécessaire“. Bien que ces civil-e-s, tout comme les victimes des attentats de Paris, sont eux-aussi victimes de Daesh. De plus, il est mensonger de déclarer que laisser mourir des migrant-e-s aux portes de l'Europe fasse partie des mesures de protection contre le terrorisme.

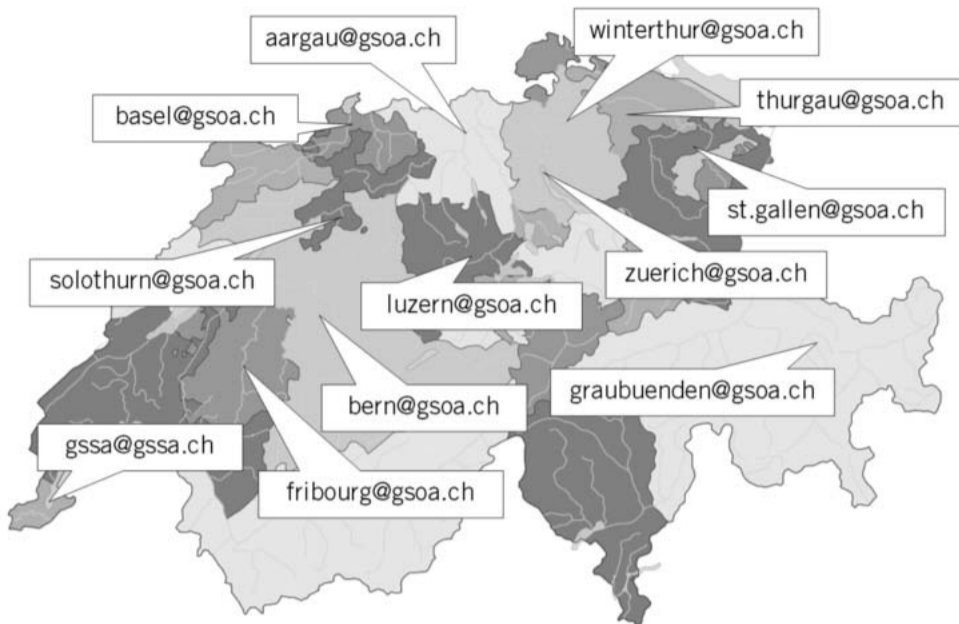
Au final, il est important que celles et ceux qui soutiennent les exportations de matériel de guerre se posent la question de leur contribution au terrorisme. C'est un fait avéré que

l'instabilité dans les régions en crise rend impossible le contrôle de la destination finale des armes et donc dans quelles mains elles tombent. Avec ces faits en tête, il est d'autant plus scandaleux que peu après les attentats de Paris, un avion de transport saoudien ait atterri à l'aéroport de Kloten afin de charger du matériel de guerre de l'entreprise Rheinmetall AG pour le rapporter dans son pays. Le Seco (Secrétariat d'Etat à l'économie) a laissé entendre que le risque d'abus était relativement faible. La question de savoir comment le Seco en est arrivé à une telle conclusion reste sans réponse.

Conclusion : Celui ou celle qui veut vraiment combattre le terrorisme doit avant tout s'engager pour un arrêt immédiat et définitif des exportations de matériel de guerre. D'autant plus lors de crises, pour lesquelles le monde aime tant à définir les parties en „bons“ et „méchants“, qui pourraient vite mener à des situations de massacres de civil-e-s dans les villes européennes par les „méchants“, au moyen d'armes ayant échappé aux mains des „bons“. Le scénario d'une attaque terroriste au moyen d'armes „made in Switzerland“ a un goût amer – et pourtant réaliste, n'en déplaise à certain-e-s.

Engage-toi dans ta région !

Les groupes régionaux sont la colonne vertébrale du GSsA. Ils participent activement aux prises de décisions du GSsA Suisse et organisent indépendamment leurs propres actions et événements. Participer à la réunion d'un groupe régional de ta région est un moyen très simple de s'engager auprès du GSsA. Tu as envie de devenir actif-ve ? Contacte-nous à l'une des adresses mentionnées ci-dessous. **Nous nous réjouissons déjà de te rencontrer !**



Michael Christen

Changement au secrétariat bernoise

(nk) Après un an et demi de bons et loyaux services, Jannik Böhm quitte le secrétariat du GSsA afin de se consacrer à d'autres projets. Nous remercions Jannik pour son engagement en notre sein et lui souhaitons tout le meilleur pour le futur et ses batailles politiques à venir ! **Michael Christen**, membre actif du groupe régional bernoise et de la coordination depuis de nombreuses années, reprendra sa place. Michael a obtenu son bachelor en droit cette année et est ainsi des mieux placés pour devenir notre juriste interne en ce qui concerne toutes les questions liées à la loi sur le matériel de guerre. De par ses années d'expérience au sein du GSsA et, avant cela, à la JSS, Michael apporte avec lui un bagage précieux en termes d'acquis dans les thèmes touchant aux initiatives et aux référendums. De plus, il a accompli son service militaire en tant que militaire en service long et connaît ainsi l'armée de l'intérieur. Michael est un pilier de la GSsA depuis longtemps. Une raison de plus pour nous de nous réjouir de pouvoir l'accueillir au sein du secrétariat.

Nous dépendons de tes dons !

La situation mondiale actuelle ainsi que la nouvelle configuration du Parlement exigent une vigilance accrue de la part des mouvances pacifistes, qui sont également prêtes à agir. La majorité du travail du GSsA est fait par des militant-e-s bénévoles. Cet engagement est la base de notre action. Afin que nos efforts aient des retombées positives également dans le futur, nous avons besoin de soutien financier. Avec chaque don que tu peux nous faire au moyen du bulletin de versement ci-joint, tu participes directement au succès du GSsA. **Merci beaucoup** pour ton investissement en faveur de la paix !

GREGOR
Les histoires de Gregor, l'arme aventureuse

Suivez Gregor et ses aventures sur Facebook.
www.facebook.com/gregor.gewehr



Impressum

rédaction : Marco Baumgartner (mb), Felix Birchler (fb), Jannik Böhm (jb), Stefan Dietiker (sd), Tobias Estermann (te), Adi Feller (af), Daniela Fischer (df, verantwortlich), Amanda Gavilanes (ag), Mélanie Glayre (mg), Josef Lang (jl), Lewin Lempert (ll), Thomas Leibundgut (tl), Nora Komposch (nk), Beni Müller (bm), Martin Parpan (mp), Seraina Patzen (sp), Nikolai Prawdzc (np), Tobia Schnebli (ts), Renate Schoch (rs), Meret Schneider (ms), Fabian Stalder (fs), Andreas Weibel (aw)

Abonnement : 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, fax: 022 320 69 48, E-mail: gssa@gssa.ch

ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.

Impression : ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Image de couverture :** photomontage, Photos © Fotolia.ch **Tirage :** 5'000 exemplaires

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

Talon de Commande



Nombre	Description	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat» homme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat» femme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	blanc	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> XL	Fr. 25.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	<input type="checkbox"/> blanc	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «Suisse sans armée», avec la colombe	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> rouge <input type="checkbox"/> bleu	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	Drapeaux arc-en-ciel	<input type="checkbox"/> pace <input type="checkbox"/> pau <input type="checkbox"/> salam <input type="checkbox"/> shalom / <input type="checkbox"/> salam-shalom		Fr. 10.-/20.-	
	Autocollant «L'armée, ça tue, ça pollue... »			Fr. 1.-	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»	<input type="checkbox"/> noir <input type="checkbox"/> blanc		Fr. 3.-	
	Véritable couteau suisse «GSsA»			Fr. 25.-	
	Couteau porte-clés «GSsA»			Fr. 15.-	
	Badge «NON aux nouveaux avions»			gratuit	
	Livre «Quand l'esprit de Genève s'embrase - au delà de la fusillade du 9 novembre 1932», Jean Batou (2012)			Fr. 34.-	
	Livre «La non-militarisation et les pays sans armée: une réalité», C. Barbey (2001)			Fr. 10.-	
	Livre «Aimez vos ennemis», traité de communication non-violente, Michel Monod (2006)			Fr. 20.-	
	Livre «La Suisse sans armes», Roman Brodmann (1975)			Fr. 29.-	
	Bande Dessinée «Léon Coquillard: divisionnaire de l'après 26 novembre» de ZEP (1990)			Fr. 12.-	
	Journal «Une Suisse sans armée» du n. 1 à 96. Numéro(s) _____			Fr. 1.-	
	Frais de port				Fr. 3.-
	Somme totale de la facture				

Nom _____

Prénom _____

Rue _____

N° _____

NPA _____

Lieu _____

Tél. _____

E-mail _____

A renvoyer au GSsA, case postale 151, 1211 Genève 8 ou par courriel à materiel@gssa.ch